

ÉDITO

Premiers éléments d'appréciation sur le conflit en Iran

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'objectif prioritaire du président Trump – restaurer l'hyperpuissance américaine et contrarier les ambitions chinoises – implique « d'en finir » avec les crises au Moyen Orient et en Europe (le conflit en Ukraine) afin de se concentrer sur l'essentiel. D'où au Moyen Orient l'initiative de paix à Gaza et le soutien à Netanyahu pour tenter de liquider « l'axe de la résistance » (anti-occidental) dirigé par l'Iran.

En Israël, l'horreur du pogrom du 7 octobre 2023 a donné l'occasion au Premier ministre de tenter d'éradiquer le Hamas et son allié le Hezbollah, et désormais de « finir le travail » en « frappant la tête de la pieuvre » à Téhéran. La révolte populaire iranienne en janvier n'a cependant pas été saisie par Trump, qui avait pourtant encouragé les manifestants et leur avait promis une aide américaine. Le président américain préférerait en réalité essayer d'obtenir par une négociation sous pression militaire – l'envoi d'une redoutable « armada » – des concessions iraniennes sur leurs programmes nucléaire et balistique et sur leur appui aux milices pro-iraniennes dans la région. Téhéran était apparemment prêt à certaines concessions sur le nucléaire mais pas sur son programme balistique. Devant cette impasse et pour préserver sa crédibilité, Trump s'est laissé convaincre par Netanyahu de saisir l'opportunité d'une réunion des principaux dirigeants iraniens pour les éliminer par des frappes conjointes des deux pays. Le prétexte invoqué était une menace imminente d'une attaque iranienne, peu crédible.

Ce succès militaire et le lancement d'une opération militaire de grande envergure change naturellement la donne au Moyen Orient. Si elle aboutit

– comme l'espèrent Trump et Netanyahu, et la plupart des pays occidentaux – à la chute du régime par une nouvelle révolte populaire, les équilibres régionaux seront bouleversés au profit des Etats-Unis et de leurs alliés. Ce serait également un coup dur pour la Chine – montrant la capacité militaire et la détermination des Etats-Unis – et surtout pour la Russie qui perdrait son principal allié dans la région, après avoir déjà perdu ses amis Assad et Maduro.

**« Si elle aboutit –
comme l'espèrent
Trump et Netanyahu,
et la plupart des pays
occidentaux – à la
chute du régime par
une nouvelle révolte
populaire, les équilibres
régionaux seront
bouleversés au profit
des Etats-Unis et
de leurs alliés. »**

L'opération militaire en cours en Iran est en réalité un combat asymétrique entre deux puissances militaires de premier plan (Etats-Unis et Israël) et un Iran aux prises avec une situation économique désastreuse et une vaste contestation internes. Toutefois, le président Trump a deux contraintes sérieuses : la limitation de son stock de missiles et l'opposition de la majorité des Américains à une guerre qui trahit ses promesses de campagne, et cela alors que les élections de mid-term sont dans un peu plus de six mois. Il a donc intérêt à ce que le conflit ne perdure pas et qu'il puisse se prévaloir d'un succès. Netanyahu, lui, souhaiterait aller jusqu'au bout, mais il dépend étroitement de l'assistance américaine.

Le régime iranien de son côté vise au contraire une guerre d'usure en montrant sa capacité de nuisance résiduelle et en tentant de semer le chaos dans la région et sur le marché des hydrocarbures. Il n'hésite donc pas à frapper les pays du Golfe – qui avaient pourtant fait pression sur Trump pour qu'il ne s'aventure pas dans un conflit ouvert – et à bloquer le détroit d'Ormuz, afin d'inciter les opinions publiques et la communauté internationale à exiger la fin de l'opération militaire et la reprise des négociations. Pour l'heure, les frappes de part et d'autre se poursuivent mais le président américain a évoqué une échéance de 5 semaines. Il est donc probable que si le régime iranien tient jusque-là,



Trump n'exclut pas la reprise de négociations dans des conditions où Téhéran devra aller plus loin dans les concessions. L'important pour le président américain est de proclamer un nouveau succès de sa méthode forte, qui aura permis de parvenir à un résultat meilleur que l'accord nucléaire de 2015 (JCPOA) dont il s'était retiré.

Les Iraniens de leur côté ne peuvent que constater que leurs grands protecteurs russe et chinois se sont contentés de condamnations rhétoriques et qu'ils sont en réalité totalement isolés. Leurs frappes sur leurs voisins du Golfe leur aliènent désormais le monde arabe et ils ne peuvent plus prétendre que cette opération est une agression du « méchant camp occidental » contre le « gentil Sud Global ». Toutefois ce régime a déjà démontré sa capacité de résilience et il est probable que les Gardiens de la Révolution et les Bassidjis – des centaines de milliers de combattants – sont prêts à tout pour préserver le système qu'ils contrôlent. Quant à la population iranienne, il n'y a pas de doute qu'elle rêve dans sa grande majorité de se débarrasser du régime, mais qu'elle est consciente des conséquences redoutables pour elle d'une nouvelle révolte et de la fiabilité douteuse des promesses de Trump.

Naturellement, ces premiers éléments d'appréciation sont à prendre avec prudence, car l'évolution sur le terrain pourra amener les protagonistes à changer éventuellement de stratégie. À ce stade, on ne peut pas exclure une aggravation de la situation – avec ses conséquences sur l'économie mondiale – et il serait présomptueux de prévoir ce que sera la réaction de la population iranienne qui, certes, ne dispose pas d'une opposition structurée unifiée et qui a été refroidie par la férocité de la répression, mais qui aspire à la chute de cette dictature sanguinaire qui n'a que trop duré ●



© aboodi vesakaran, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Iran : escalade régionale et succession sous haute tension

Par Ahura Mazdā

L'auteur de cet article est Franco-Iranien et a mené sa carrière politique et administrative en France. Il a choisi d'écrire sous le nom symbolique d'Ahura Mazdā.

La religion iranienne ancienne, prêchée par le prophète Zarathoustra (bien avant l'islam) place au sommet de son panthéon un dieu qu'elle nomme Ahura Mazdā (« le seigneur sage ») et dont la réforme zoroastrienne (vers le VII^e siècle avant Jésus-Christ) fit le souverain unique de la création. Il s'agit d'un nom particulièrement symbolique – issu d'une religion où la femme est l'égale de l'homme – au regard de l'actualité iranienne actuelle.

Après une journée de bombardements massifs menés par les aviations israélienne et américaine contre des cibles stratégiques iraniennes, Téhéran a déclenché une riposte d'ampleur régionale. La contre-offensive a visé des installations militaires américaines, mais aussi des infrastructures économiques et énergétiques.

Le conflit s'est rapidement déplacé vers le champ pétrolier. Des menaces ont été formulées contre le détroit d'Ormuz, artère par laquelle transite une part essentielle du commerce énergétique mondial. Une frappe contre une installation en Arabie saoudite a ravivé la crainte d'un choc pétrolier global.

Au nord d'Israël, le Hezbollah est entré dans la confrontation depuis le Liban. La dynamique d'engrenage régional s'intensifie.

Désormais, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne renforcent leur implication diplomatique et sécuritaire. Parallèlement, plusieurs États arabes du Golfe – notamment le Qatar, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et Oman – se tiennent en état d'alerte, prêts à protéger leurs infrastructures stratégiques. Une implication directe de ces monarchies transformerait définitivement la crise en conflit régional structuré.

La variable décisive : la succession du Guide

Au même moment, une question interne majeure se pose en Iran : celle de la succession du Guide suprême.

La frappe d'hier a entièrement détruit le siège de l'Assemblée des experts à Téhéran, organe constitutionnel chargé d'élire le Guide suprême. À ce stade, aucune information vérifiable ne permet d'établir si des membres ont été tués ou blessés. Cette incertitude institutionnelle fragilise mécaniquement la procédure de succession.

Dans ce contexte, le Corps des Gardiens de la révolution islamique apparaît plus que jamais comme l'acteur central. Si l'architecture religieuse est affaiblie, le centre de gravité pourrait se déplacer encore davantage vers l'appareil sécuritaire.

« Dans ce contexte, le Corps des Gardiens de la révolution islamique apparaît plus que jamais comme l'acteur central. Si l'architecture religieuse est affaiblie, le centre de gravité pourrait se déplacer encore davantage vers l'appareil sécuritaire. »

Parmi les figures évoquées :

- **Hassan Khomeini**, à forte légitimité symbolique mais perçu comme relativement modéré.
- **Mojtaba Khamenei**, influent dans les cercles conservateurs et sécuritaires, mais dont une éventuelle succession serait politiquement sensible en raison de son caractère quasi dynastique.

L'absence d'informations claires sur l'état de certains responsables proches du pouvoir ajoute à la confusion. Plus qu'une simple transition religieuse, la succession pourrait devenir une épreuve de force entre réseaux sécuritaires.

Quel avenir pour la République islamique ?

L'entrée plus visible des puissances européennes et la possible implication directe des monarchies du Golfe posent une question centrale : le régime peut-il survivre à une pression militaire et stratégique élargie ?

Trois facteurs doivent être distingués.

1. La solidité interne du régime

Depuis plus de quarante ans, la République islamique a démontré une capacité d'adaptation face aux crises, sanctions et contestations internes. Son appareil sécuritaire demeure dense, structuré et loyal.

2. L'effet de la guerre sur la cohésion nationale

Une intervention étrangère élargie peut paradoxalement renforcer le réflexe nationaliste. L'histoire iranienne montre que la pression extérieure tend souvent à consolider temporairement le pouvoir en place.

3. Le facteur économique

Si les infrastructures énergétiques sont durablement touchées et que le pays se retrouve

isolé militairement et financièrement, l'équation pourrait changer. Une guerre prolongée combinée à une crise économique profonde affaiblirait les capacités de contrôle interne.

Peut-on espérer la fin du régime ?

L'hypothèse d'une chute rapide du régime reste, à ce stade, spéculative. L'expérience des interventions régionales récentes montre qu'un affaiblissement militaire ne se traduit pas mécaniquement par un effondrement politique.

La fin de la République islamique supposerait la convergence de plusieurs dynamiques :

- fragmentation au sommet,
- perte de cohésion du Corps des Gardiens de la révolution islamique,
- mobilisation interne durable,
- et incapacité à maintenir les flux économiques essentiels.

Sans ces conditions cumulatives, le scénario le plus probable demeure celui d'une transformation interne du régime plutôt qu'un effondrement immédiat.

Un moment charnière

L'Iran se trouve à un carrefour historique. L'élargissement du conflit à l'échelle régionale, la destruction symbolique de l'Assemblée des experts et l'implication croissante d'acteurs européens et arabes modifient profondément les équilibres.

Deux trajectoires se dessinent :

- soit le régime se resserre autour d'un noyau sécuritaire dur et traverse la crise au prix d'un isolement accru ;
- soit les pressions militaires, économiques et institutionnelles déclenchent une recomposition plus profonde.

Pour l'heure, l'effondrement n'est ni certain ni imminent. Mais pour la première fois depuis des années, la question de l'avenir même de la République islamique n'est plus théorique : elle est devenue stratégique ●



REGARD D'EXPERTE

Pakistan/Afghanistan : quand un conflit local qui s'explique par sa profondeur historique se voit impacté par l'escalade militaire au Moyen-Orient contre l'Iran

Par Chantal Poiret



Chantal Poiret est Senior Advisor chez NSI Group. Diplomate de carrière, Chantal Poiret a été Ambassadeur de France en Azerbaïdjan, en Norvège et en Lettonie. Madame Poiret a par ailleurs fait dix ans de diplomatie multilatérale, dont trois auprès de l'ONU à New-York et trois comme Directeur-adjoint des Nations Unies et Organisations internationales. -

Le 27 février 2026, le Pakistan a lancé contre ses anciens alliés, les Taliban afghans, l'opération Ghazab lil-Haq (opération Fureur juste), qui constitue la première attaque directe d'Islamabad contre ces derniers. Cette attaque fait suite aux tensions entre le Pakistan et le groupe Tharik-e-Taliban Pakistan (TTP ou Taliban du Pakistan) et s'inscrit plus largement dans le conflit entre Islamabad et Kaboul. Faisons un retour sur l'histoire sans lequel on ne peut comprendre la situation.

Le 12 novembre 1893, le représentant du Raj britannique Mortimer Durand signe avec l'émir d'Afghanistan Abdur Rahman Khan le traité qui établit la ligne Durand, la frontière de 2 430 km entre l'Empire britannique et l'Émirat d'Afghanistan. Cette frontière divise alors de manière artificielle les territoires et les tribus pashtounes de la région qui partagent encore maintenant une langue et une organisation sociale transfrontalière. Au total, les pachtounes représentent 40 à 60 % de la population afghane et 15 % de la population pakistanaise.

Lors de la création du Pakistan en 1947, l'Afghanistan a été le seul pays à voter contre son admission aux Nations Unies. Kaboul considérait que, puisque les Britanniques, signataires du traité d'origine, s'étaient retirés, ce dernier était caduc.

Lors de la partition de l'Inde en 1947, les Britanniques imposèrent comme seul choix le ralliement à l'Inde ou au Pakistan, ignorant les spécificités ethniques de la région. Les Afghans revendiquèrent alors une troisième option pour les Pachtounes, l'in-



dépendance de la population locale sous le nom de Pachtounistan que les Britanniques refusèrent. Ce refus britannique a transformé une ligne coloniale en une frontière contestée, séparant définitivement les tribus pachtounes par un tracé arbitraire.

Les gouvernements successifs à Kaboul ont longtemps réclamé tous les territoires pachtounes jusqu'à l'Indus. Le Pakistan considère cette frontière comme établie et intangible, ce qui demeure une source de tensions entre les deux pays. Avec l'arrivée au pouvoir des Taliban afghans, jugés comme proches d'Islamabad, le Pakistan espérait enfin régler la question, mais Kaboul refusa de reconnaître la frontière résultant du traité.

C'est précisément dans cette zone frontalière contestée que s'enracine l'émergence du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP). Le mouvement trouve ses sources dans l'après 2001, quand l'intervention américaine en Afghanistan pousse des milliers de combattants à se réfugier dans les zones tribales

pakistanaïses. L'entrée des forces d'Islamabad dans cette région historiquement autonome, sous pression de Washington, provoque une insurrection locale contre le Pakistan.

Le TTP naît officiellement de ce chaos en 2007. Plus qu'un groupe unique, c'est une coalition de factions locales dont l'objectif est radicalement différent de celui des Taliban afghans. Si ces derniers luttent pour une reconquête de l'Afghanistan et pour la reprise de Kaboul, le TTP veut renverser l'État pakistanais. Sa charte fondatrice vise l'instauration d'un émirat régi par une interprétation rigoriste de la charia et le rejet de toute influence étrangère du pays.

Au fil des années, le groupe a évolué d'une guérilla rurale vers une organisation terroriste sophistiquée, capable de frapper les centres urbains et les institutions militaires. Après avoir été affaibli par des opérations pakistanaïses entre 2014 et 2018, le TTP a opéré une restructuration majeure. Cette nouvelle

stratégie privilégie des cibles militaires et policières plutôt que civiles, tout en adoptant un discours nationaliste pachtoune pour élargir sa base de soutien.

Malgré des agendas distincts, les deux mouvements talibans afghan et pakistanais restent soudés par une idéologie commune et des liens ethniques puissants. Cette porosité a permis une entraide régulière. Les combattants pakistanais ont soutenu l'insurrection en Afghanistan, tandis que les Taliban afghans offrent désormais des zones de repli au TTP.

Le retour des Taliban au pouvoir à Kaboul en 2021 a agi comme un accélérateur, le TTP se sentant galvanisé par la victoire de tels alliés pour intensifier ses attaques depuis ses sanctuaires afghans. Ce refus de Kaboul de neutraliser le groupe a brisé l'alliance historique avec Islamabad, menant directement aux opérations actuelles.

Le TTP n'est pas le seul facteur de troubles. Il a des liens avec d'autres organisations djihadistes dans la région, elles-mêmes proches des Taliban. Citons Al-Qaïda lorsque Ben Laden s'est réfugié en Afghanistan après sa période au Soudan. Depuis sa création, le TTP offre protection et ressources aux cadres de l'organisation fondée par Ben Laden. Il faut pourtant noter que leur vision politique diverge. Le TTP, comme les Taliban, est un mouvement local et fondamentaliste mais sans volonté de prosélytisme terroriste au-delà de la région, à l'inverse d'Al-Qaïda. Les Taliban afghans et le TTP entretiennent également des liens avec divers groupes régionaux comme le Mouvement islamique d'Ouzbékistan ou le Parti islamique du Turkestan composé de militants ouïghours.

Comme si cela ne suffisait pas, il faut aussi parler de l'État Islamique au Khorasan (EI-K), chargé par Daesh au moment de son apogée en 2015 d'étendre le mouvement en Asie centrale. Il fait actuellement l'unanimité contre lui dans la région et mène des actions hostiles contre les Taliban au pouvoir qui refusent l'expansionnisme mondial et contre le Pakistan jugé comme pas assez islamiste.

C'est dans cette situation où combien complexe de cohabitation de mouvements armés que le conflit entre le Pakistan et l'Afghanistan a vu émerger une escalade importante. Fort de son alliance avec les Taliban et se sentant protégé sur le territoire afghan, le TTP a lancé une série d'attaques contre les forces de sécurité pakistanaises ces dernières années. Islamabad a plusieurs fois demandé à Kaboul d'agir afin de démanteler les sanctuaires terroristes du TTP sur son territoire et a menacé ce dernier de représailles. Kaboul pour sa part maintient que son territoire n'est pas utilisé comme base de lancement pour des attaques. Dans les mois avant l'attaque, on a observé des escarmouches le long de la frontière, l'expulsion de réfugiés afghans et la fermeture de la frontière au commerce.

La situation a empiré au début de 2026 à la suite d'une nouvelle série d'attaques du TTP dans les villes de Bajaur, Bannu et Islamabad. Si l'État islamique au Khorasan (EI-K) a revendiqué l'attaque sur la capitale, le gouvernement pakistanais maintient qu'il possède des preuves que c'était une action du TTP. Le Pakistan a considéré l'inaction de Kaboul comme une complicité assumée et a eu recours à son aviation pour frapper les pro-

vinces afghanes de Nangarhar, Paktika et Khost le 21 février 2026. Le but déclaré était de frapper sept camps de militants appartenant aux TTP et à l'État islamique au Khorasan. Les responsables talibans en Afghanistan déclarent que les frappes aériennes ont atteint des cibles civiles et des centres religieux, et ont tué 18 civils selon l'ONU.

Le 26 février 2026, l'Afghanistan a lancé une opération de représailles contre le Pakistan le long de la frontière, s'engageant dans des affrontements frontaliers et des attaques de drones. En réponse, le Pakistan a lancé l'opération Ghazab Lil Haq et le ministre de la défense pakistanais a déclaré la « guerre ouverte » contre les Taliban. L'annonce s'est faite en même temps que de nouvelles frappes sur l'Afghanistan, visant notamment Kandahar, siège des Taliban afghans. Les combats continuent de faire rage le long de la frontière alors que les Taliban afghans se sont déclarés ouverts aux négociations. Ankara offre à nouveau de se positionner comme médiateur entre les deux pays, position qu'il avait déjà prise en octobre 2025 suite à des escarmouches entre le TTP et le Pakistan.

Cependant, cette médiation turque peine à trouver un écho sur le terrain où l'opération Ghazab Lil-Haq n'est qu'une étape dans une escalade qui semble sans issue. Les frappes aériennes pakistanaises se sont étendues bien au-delà des zones frontalières pour toucher des centres urbains majeurs en Afghanistan, ciblant les bases de commandement des Taliban. En représailles, les forces afghanes multiplient de violents assauts terrestres contre les postes pakistanais le long de la frontière.



© Mohammad Husaini, Unsplash

Les deux camps revendiquent des pertes importantes chez l'adversaire, créant une dynamique meurtrière tout en approfondissant la crise humanitaire pour les civils pris au piège, parmi lesquels on déplore déjà des morts. Cette détérioration sécuritaire entre Islamabad et Kaboul survient au pire moment possible pour la région, qui bascule simultanément dans une guerre ouverte depuis les derniers jours de février 2026.

En parallèle, se développe l'escalade militaire au Moyen-Orient. À la suite de frappes menées par les États-Unis et Israël sur l'Iran qui visent un changement de régime et la destruction des installations nucléaires, Téhéran a déclenché de vastes opérations de représailles ciblant non seulement Israël et les bases américaines, mais l'ensemble de la péninsule arabe, Chypre, la Turquie et le Nakhitchevan, territoire autonome de l'Azerbaïdjan enclavé en territoire arménien. L'Iran a directement attaqué l'Arabie saoudite, allié important du Pakistan, en frappant des sites cruciaux comme la raffinerie pétrolière de Ras Tanura ainsi que l'ambassade américaine à Riyad. Le blocus du détroit d'Ormuz par les forces iraniennes et les attaques sur les infrastructures des pays du Golfe poussent ceux-ci à s'unir contre l'Iran dans le conflit entre Tel Aviv et Téhéran.

L'intersection de ces deux zones de conflit affaiblit les perspectives de stabilité en Asie centrale et au Moyen-Orient tout en mettant à mal les grands projets de connectivité économique soutenus par la Chine.

« En définitive, l'opération Ghazab lil-Haq est le résultat de plus d'un siècle de litiges territoriaux liés à la ligne Durand et de relations complexes entre le Pakistan et l'Afghanistan dues largement à l'interaction des factions armées. »

En définitive, l'opération Ghazab lil-Haq est le résultat de plus d'un siècle de litiges territoriaux liés à la ligne Durand et de relations complexes entre le Pakistan et l'Afghanistan dues largement à l'interaction des factions armées. Islamabad doit non seulement sécuriser sa frontière nord avec l'Afghanistan, mais aussi gérer la situation sur ses flancs ouest (Iran) et est (son ennemi historique l'Inde, proche d'Israël) dans le contexte de la guerre contre l'Iran. Alors que les deux pays s'engagent dans un affrontement direct, la concomitance de cette crise avec l'escalade militaire au Moyen-Orient peut modifier considérablement les dynamiques régionales ●

REGARD D'EXPERTS

SIA 2026 : une année particulière

Par Anne-Laure Cattelot et Gauthier Moussy



Spécialiste des politiques publiques européennes, nationales et territoriales, Anne-Laure Cattelot entame sa carrière professionnelle au Parlement européen.

Elle poursuit en pilotant des projets européens au CNRS et au Conseil général des Côtes d'Armor, et travaillera au cabinet de Claudy Lebreton, président de l'ADF. Elle rejoint ensuite celui du président de la Métropole européenne de Lille, Damien Castelain, où elle gère les dossiers liés aux transports et au développement économique. En 2017, elle est élue députée du Nord. Elle siège au sein de la commission des Finances de l'Assemblée nationale et est nommée co-rapporteuse spéciale du budget infrastructures et services de transports. Elle a été missionnée deux fois par le Premier ministre et a produit des rapports sur le déploiement de l'industrie du futur 4.0, et sur l'avenir des forêts et de la filière bois en France. Elle rejoint en juillet 2022 le cabinet Rivington en tant que Directrice générale adjointe. Elle occupe la fonction de Directrice Associée d'ESL Rivington et de Managing Partner d'ESL European Affairs. Depuis janvier 2025, elle occupe la fonction de Vice-Présidente du Pôle « Influence » de l'ADIT.



Titulaire d'une Licence en Relations internationales et Sciences politiques (ILERI, Paris), puis d'un master en Affaires publiques (ICP, Paris), Gauthier

Moussy connaît une première expérience en collectivité dès 2018 à travers un stage auprès du premier Vice-président de la Région Île-de-France. Il effectue par la suite deux stages auprès du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon et au sein de la coordination de la sécurité des Jeux Olympiques (CNSJ), rattachée au cabinet du ministre de l'Intérieur. Il exerce par ailleurs comme consultant en communication et rédacteur pour Thotis, média digital spécialisé dans l'enseignement supérieur. Il décide de se spécialiser dans les affaires publiques en 2022 et exerce dans les cabinets Saper Vedere et Virtus Influence, avant de rejoindre ESL Rivington en tant que consultant en affaires publiques en 2023.

L'édition 2026 du Salon International de l'Agriculture (SIA) s'est tenue dans une relative morosité, malgré le volontarisme des professionnels présents. Marqué par l'absence inédite de bovins, le rendez-vous de la ruralité a davantage attiré les politiques que les foules, à un an de l'échéance présidentielle.

C'est un constat partagé par les exposants rencontrés par nos équipes la semaine dernière dans les allées du Parc des Expositions de la Porte

de Versailles : l'édition 2026 du SIA n'était pas comme les autres. Une impression confirmée par les chiffres : la fréquentation a chuté de 28 % par rapport à 2025, avec 437 000 visiteurs contre 607 000 l'an passé.

Le principal facteur de cette désaffection reste l'absence historique des bovins – attraction centrale de l'événement depuis sa création – pour la première fois en 62 ans, du fait de l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse. Mais à cette faiblesse conjoncturelle s'ajoute un malaise plus profond, qui traverse le monde agricole depuis plusieurs années. Les dernières éditions avaient déjà donné lieu à des affrontements, en particulier en 2024, lorsqu'Emmanuel Macron avait dû ferrailler avec les représentants syndicaux avant même de pouvoir couper le ruban. Depuis, l'échec des négociations sur le Mercosur et l'adoption de la loi d'orientation agricole sont passés par là, laissant moins place à la colère qu'à la résignation.

Cette morosité ambiante n'a toutefois pas empêché les acteurs présents de faire entendre leurs constats et leurs propositions aux nombreux politiques de passage, dans un salon de fait davantage tourné vers les échanges professionnels que vers le grand public – avec, dans toutes les têtes, l'élection présidentielle de 2027.



© Getty Images, Unsplash

Plus de 80 visites institutionnelles étaient en effet attendues, dont de nombreux candidats – putatifs ou déclarés – à la présidentielle. Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, avait lui-même annoncé vouloir faire du SIA un point de départ de la campagne présidentielle, estimant que le scrutin devrait « clarifier la vision stratégique de l'agriculture ».

Bruno Retailleau, candidat déclaré à la présidentielle, a occupé le terrain avec méthode, profitant de la popularité traditionnelle de la droite dans les milieux agricoles pour avancer ses propositions, reposant majoritairement sur la réduction des normes. François Ruffin a également laissé une impression plutôt positive aux représentants syndicaux présents, notamment sur la question du libre-échange et du juste revenu des agriculteurs.

De leur côté, Marine Le Pen et Jordan Bardella ont davantage enchaîné les selfies que les propositions de fonds. Gabriel Attal, qui n'a pas oublié qu'il devait une partie de son capital politique à la gestion de la crise agricole de 2024, s'est fait remarquer sur le stand de l'Aveyron et a plaidé pour « un Nouveau Pacte de la Nation avec nos agriculteurs ».

L'an prochain, les candidats à la présidentielle tenteront sans doute d'invoquer l'esprit de Jacques Chirac, dont la complicité naturelle avec le monde agricole reste la référence absolue en la matière ●

« Le principal facteur de cette désaffection reste l'absence historique des bovins – attraction centrale de l'événement depuis sa création – pour la première fois en 62 ans, du fait de l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse. »

Au septième jour du conflit, Trump a désormais le blanc-seing du Congrès et les frappes américano-israéliennes en Iran entrent dans une « nouvelle phase ». Le front libanais connaît une aggravation critique forçant des déplacements de populations massives. La riposte iranienne continue de viser le Golfe, et le détroit d'Ormuz reste fermé. Les conséquences énergétiques poussent la Chine à agir diplomatiquement en coulisses.

Dans ce contexte, NSI propose, grâce à la présence de ses équipes sur place et à ses Senior Advisors de haut niveau, un suivi régulier et des analyses en temps réel des développements dans la région. Ce briefing initial sera suivi de **mises à jour régulières**

et enrichi d'échanges avec nos experts, en particulier SE Bertrand Besancenot, ancien Ambassadeur de France au Qatar et en Arabie Saoudite. N'hésitez pas à nous écrire pour recevoir nos mises à jour et décryptages exclusifs.

Contact :

Antoine POIRIER

Middle East Project Director

+ 971 55 256 34 85 (Local)

+ 33 6 03 80 16 88 (WhatsApp)

apoirier@eslrvivington.com

NSI Dubai Office | 1608, Sobha Sapphire,
Al Khaleej Al Tejari 2 Street, Business Bay



© Mohammad Amin Masoudi, Unsplash

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslrvivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.